

Transcription de l'entretien de Frédérique Vidal par Guillaume Erner.
France Culture, le 04 mars 2021.
19 minutes.

(par Stéphane léger)

Depuis ses propos sur l'"islamo-gauchisme", la ministre de l'Enseignement supérieur est sous le feu des critiques. Cette membre du gouvernement jusqu'ici discrète, est même accusée d'être trop peu présente pour gérer le dossier de la précarité étudiante en pleine pandémie.

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, peu connue du grand public jusqu'à présent, a provoqué un tollé en évoquant, dimanche 14 février sur la chaîne de télévision CNews, l'"islamo-gauchisme" qui "gangrène", selon elle, "la société dans son ensemble" et l'université en particulier.

On a énormément parlé de vous suite à une polémique déclenchée par un mot, le mot d'« islamo-gauchisme ». En octobre dernier vous donniez une tribune à L'Opinion, vous écriviez, notamment : « L'université n'est ni la matrice de l'extrémisme ni un lieu où on confond émancipation et endoctrinement », et le CNRS a même cité cette tribune en disant « Rien ne saurait justifier un tel changement de discours ». Alors pourquoi avez-vous changer de discours ?

Il n'y a absolument aucun changement de discours et bien sûr je ne renie aucun des mots que j'ai pu écrire ou prononcer. Je crois que ce qui est important, c'est que l'on soit capable dans notre société et dans l'université qui en fait partie de garder un pluralisme de pensée et de préserver la liberté académique. Et ce qui me paraît important c'est de lancer le débat, ce qui me paraît important c'est d'objectiver les choses. Il y a de nombreuses attaques qui sont portées contre l'université, il y a des faits, que ce soit des conférences annulées, que ce soit des enseignants-chercheurs qui s'expriment et qui disent qu'ils ont de plus en plus de mal à porter leur propres recherches, et donc voilà, j'ai simplement besoin d'objectiver les choses.

Alors ce que l'on remarque c'est que c'est un sujet qui a été repris par exemple dans le baromètre Paris-Match de cette semaine : 24 % des français ont évoqué le terme de « islamo-gauchisme ». Est-ce que par exemple, vous avez décidé de faire de la politique, Madame Vidal ?

Écoutez, ça fait 4 ans que je fais de la politique au service des établissements supérieurs, au service de la recherche, au service des étudiants, et donc bien sûr que je vais continuer à en faire. Une fois de plus, mon objectif est toujours le même, et il sera toujours de faire en sorte que chacun au sein de l'université puisse exprimer ses idées, puisse faire ses recherches en toute liberté et c'est ce que je porte depuis toujours.

Ce que j'appelle faire de la politique, c'est adresser une sorte de clin d'œil, d'ailleurs la presse perçue comme étant la presse droite, j'ai sous les yeux Le Point et L'Express de cette semaine, L'Express titre sur « Les nouveaux sectaires », Le Point tire sur « Ce que subissent vraiment les profs avec l'islamisme », est-ce que c'est une sorte [inaudible] de Frédérique Vidal ?

Non, je crois que ce à quoi on assiste, et cette polémique que vous mentionnez c'est à partir du moment où on mélange ce que qui doit rester la liberté académique et les capacités de mener une recherche sur tous les sujets et puis cette vision plus politique, plus clivante de la société...

Justement...

... le débat est lancé.

Est-ce que c'est n'est pas vous qui avez clivé ?

Je n'ai qu'une boussole c'est faire en sorte que la liberté académique soit prélevée... soit préservée dans les établissements d'enseignements supérieurs. Je l'ai toujours dit...

Où est-ce qu'elle est menacée cette liberté académique ?

Elle est menacée à partir du moment où on interdit des colloques...

De quels colloques... ?

... à partir du moment où empêche des collègues de s'exprimer...

Quels colloques ?

Oh ! Il y en a eu des multiples... on parle toujours de... de l'empêchement de Madame Agacinski, qu'on ne puisse pas accueillir un ancien Président de la République, du fait qu'il y ait envahissement par des groupuscules parfois extérieurs à l'université...

Alors au non de l'« islamo-gauchisme » ?

Au non de... d'une pensée unique, c'est-à-dire qu'on n'a pas le droit aujourd'hui, en tout cas c'est ce qui semble rapporté par ces faits, et c'est ce que je veux objectiver, de porter des regards différents, sur des sujets comme les études post-coloniales, la décolonisation, la racialisation, etc.

Mais est-ce que vous trouvez que ces pensées sont trop présentes à l'université, alors que d'après un comptage, elles sont... elle seraient assez minoritaires.

Et bien je suis heureuse de savoir que vous avez un comptage. Moi, ce que j'essaie d'objectiver justement, c'est quelle sont la part de ces différentes recherches et veillez simplement à ce que la liberté académique et la capacité à avoir un pluralité de pensée sur l'ensemble des sujets soit bien préservé.

Mais alors, justement, Frédérique Vidal, parce que je me suis posé la question, vous venez de la biologie, et justement la différence peut-être de la biologie avec la sociologie et l'anthropologie, c'est qu'en sociologie et en anthropologie, on ne peut pas séparer, je ne sais pas moi, ce que vous appelez l'idéologie des faits, un peu comme on séparerait l'eau de l'huile ; est-ce que vous pensez vraiment que c'est possible d'être aussi positiviste que cela ?

Moi, je crois que la démarche scientifique est toujours la même. D'abord, quand on pose un sujet de recherche, on le pose sans a priori, ensuite on est capable de lire tout ce qui a déjà été publié sur le sujet, les choses avec lesquelles on est d'accord comme les choses qui nous interrogent plus, et ensuite on est capable de mener un débat contradictoire ; c'est-à-dire non pas d'interdire aux autres de parler, mais de mener un vrai débat et d'essayer de convaincre avec des arguments. Je crois que ça c'est une règle de la démarche scientifique, toujours guidé par le doute méthodique, toujours vérifier que ce que l'on apporte à la connaissance, tout en sachant qu'il n'y a pas de vérité établie pour toujours, et que l'objectif est bien que chaque chercheur arrive et requestionne l'état de [inaudible]

Mais, regardez, même sur le Covid, cette ligne-là, elle a été impossible à tenir, y compris des virologues, des épidémiologistes ne parlent pas sans arrières pensées dans ce débat-là, pourquoi voulez-vous qu'en science humaines et bien ils parlent avec ce que vous appelez objectivité.

Mais j'ai tenu le même discours à propos de... on voit la science en train de se faire dans le domaine médical en ce moment sur beaucoup de plateaux de télévision ou de radio. Chacun arrive avec son intime conviction, et puis au fur et à mesure que les gens débattent justement, mais ils débattent dans un contexte scientifique... Moi je comprends que parfois nos concitoyens aient du mal à suivre la recherche, puisqu'ils voient des gens qui ont l'air tout aussi compétents les uns que les autres, venir et dire parfois tout et son contraire. C'est ça la recherche en train de se faire, c'est du débat contradictoire. Ce qui est important c'est que le contradictoire existe, que le débat existe. Et évidemment, c'est plus simple de le mener dans le monde, j'allais dire « de la recherche », parce qu'on y est habitué que de le mener sur des plateaux de télévision.

Madame la ministre, beaucoup de chercheurs et d'enseignants ont appelé à votre démission. Est-ce que vous ne regrettez pas vos propos ?

Non, je ne regrette pas mes propos, parce que je sais qui je suis, et je sais pourquoi ils ont été tenu, et je sais que l'immense majorité de mes collègues savent aussi pourquoi ils ont été tenu, ensuite les

polémiques, les procès d'intentions, les attaques, alors ça, ça fait par contre partie de ce que j'ai accepté en devenant une femme politique publique.

Et alors dans ce contexte, un contexte assez lourd, il y a une interrogation : qui a caviardé la fiche de poste de maître de conférence à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation. Je vais résumer brièvement cette affaire : on soupçonne le ministère, autrement dit, vous-même, Madame la ministre, d'avoir modifié une fiche de poste, en utilisant des mots, en supprimant des mots qui relèverait d'aucun appellerait les études post-coloniales. Est-ce que vous avez reformulé une fiche de poste ?

Je ne vois même pas comment on peut imaginer une chose pareille. D'abord parce que je crois que toute ma vie et toute ma carrière démontre que je suis totalement attachée à la liberté académique et à l'autonomie des universités. Ensuite, je regrette évidemment que des fiches de postes soient publiées...

On peut l'imaginer, parce qu'il y a eu des propos rapportés...

Non, on ne peut pas l'imaginer, à partir du moment où c'est... totalement unimaginable, y compris même dans le processus : ce sont des fiches de poste qui sont discutées dans les conseils académiques des universités, où les départements de formations, les composantes, les laboratoires se mettent d'accord pour rédiger quelque chose. Et c'est ça qui doit être mis en ligne, et là-dessus, il n'y a aucune discussion à avoir. Et voilà, je ne sais pas ce que s'est passé, il y a eu effectivement une fiche de poste, et puis une autre, et c'est revenu.

Mais il n'y a pas d'enquête pour savoir comment cela ... ?

Écoutez, c'est à l'université de savoir où se trouve le dysfonctionnement...

Bon, mais vous voulez faire une enquête sur l'« islamo-gauchisme », mais pas sur ce qui se passe dans l'université ?

Je veux simplement avoir un état des lieux. En tant que Ministre de la Recherche, je veux un état des lieux de ce qui se fait aujourd'hui en terme de recherche, sur un certain nombre de sujets, que les chercheurs eux-mêmes vont me proposer de manière à ce que l'on puisse vérifier qu'il y ait pluralité d'idées aujourd'hui dans les universités.

Et si le résultat ne vous satisfait pas, qu'est-ce que vous ferez ?

Ben, ça veut dire qu'il faudra qu'on finance probablement mieux les recherches de manière à ce qu'on puisse avoir ce débat contradictoire.

Et comment ?

Et comment, comment...

Je veux dire... c'est-à-dire que vous allez prendre des projets de recherche qui existent déjà à LANR, l'Agence nationale de la recherche, et vous allez flécher des projets non « islamo-gauchistes » ?

Non, pas du tout, ce n'est pas... une fois de plus, je crois... il ne s'agit pas de s'enfermer dans cette polémique...

Moi je veux bien utiliser un autre mot si vous m'en donnez un autre...

Non, ce n'est pas la question du mot, c'est simplement, une fois de plus, l'objectif c'est de vérifier que toutes les recherches, sur tous les sujets, et sur tous les courants de pensée soient correctement financés. Si, aujourd'hui, à cause de la paupérisation de la recherche, qui d'ailleurs va être levée grâce à la loi pour la recherche que j'ai portée, avec une augmentation de 10 % de tous les financements de base des laboratoires, ce qui était réclamé, jusqu'à 25 % d'augmentation de ces financements dans les deux prochaines années. Ça, c'est ce qui permet aussi à tous les courants d'être financés. À partir du moment où on a paupérisation de la recherche, à partir du moment où on a moins de moyens, et bien on voit qu'il y a parfois concentration sur certains courants qui sont plus, j'allais dire, à la mode. On a eu le même sujet avec les sciences économiques, les sciences économiques orthodoxes, hétérodoxes. On a même demandé, pendant la loi de programmation de la recherche de créer une nouvelle section CNU consacrée à une partie des sciences économiques. Moi, il me semble...

Vous l'avez refusé ?!

... on ne doit pas partitionner les choses, on doit garder des disciplines, et au sein des disciplines, on doit garder la capacité à porter tous les courants de pensée.

Mais, Madame la ministre, vous êtes aussi une chercheuse, vous savez bien que généralement ce sont la pairs qui jugent de cela, qui décident des études, des recherches, et qui aussi les évaluent, ce n'est pas au ministère a priori de le faire.

Mais je n'ai jamais parlé d'évaluer quoi que ce soit, et une fois de plus...

Mais vous proposez de faire une enquête...

Oui, vous savez, une enquête, cela revient à faire de la biblio, cela revient à regarder quels sont les sujets de recherches qui sont les plus financés, et ceux qui sont les plus présents dans les laboratoires, et de regarder comment est-ce que l'on fait pour que les sciences humaines et sociales aujourd'hui retrouvent toutes leur place dans notre société, parce qu'elles sont absolument essentielles. Mais quand je rajoute 700 contrats doctoraux...

Parce que vous trouvez qu'aujourd'hui elles sont provincialisées... ?

... quand je rajoute 700 contrats doctoraux, parce que dans les sciences humaines et sociales il n'y a que 40 % des doctorants financés, c'est bien ce que je fais. Je donne la possibilité aux jeunes qui souhaitent s'engager dans des doctorats, et aux professeurs et aux chercheurs qui vont les encadrer et bien de pouvoir financer des thèses dans tous les sujets, et je crois que c'est vraiment ça qui est important.

Mais alors, justement, parmi les critiques adressées, à ces propos, à vos propos, Madame la ministre, il y a l'idée qu'il y a une grande détresse des étudiants et que ce serait une manière d'allumer un contre-feu, que faites-vous pour venir en aide à ces étudiants qui aujourd'hui sont dans la détresse ?

Ça aussi, je le redis, et je crois que l'ensemble des chefs d'établissement peuvent en témoigner, je me bats tous les jours pour les étudiants, je me bats tous les jours pour qu'ils puissent revenir en cours...

Ils vont revenir tous en cours ? Comment ça va se passer, Madame la ministre ?

Ils y sont en réalité...

Ils y sont ?

Bien sûr, ils y sont...

Moi, j'ai des chiffres...

À hauteur...

À hauteur de 20 % au maximum.

Oui, ben je vous rappelle que au mois de mars dernier, il n'y avait aucun étudiant en présentiel, que, au moment où nous avons reconfiné...

20 %, ce n'est pas tous...

Bien sûr, c'est chaque étudiant pour l'équivalent de une journée par semaine. Une journée par semaine, ça peut-être beaucoup plus que 20 % d'un programme, voilà. Euh, un programme, c'est une vingtaine d'heures, euh... vingt-vingt-cinq heures par semaine. Leur permettre de revenir l'équivalent d'une journée par semaine, c'est leur permettre de retrouver le lien, de retrouver leurs profs, de retrouver les autres étudiants, c'est leur permettre de reprendre une vie universitaire, avec non seulement la capacité de recevoir des enseignements en présentiel, mais aussi la capacité à nouer du lien, et c'est c'est ça qui leur a extrêmement manqué. J'ai passé tout mon temps sur le terrain à aller voir les étudiants, à regarder comment les choses se passaient. Pour eux, elles se passent de façon différente. La formation à distance, il y a eu un énorme effort qui a été fait, par l'ensemble des universités, mais il faut savoir qu'il y avait des gens qui n'avaient jamais fait de cours à distance. Donc, moi, ce que je veux saluer, c'est cette immense solidarité entre les étudiants et les enseignants. Et les étudiants eux-mêmes, parfois, ils voient bien bien que leurs enseignants n'ont pas l'habitude. Est-ce que pour autant ils leur en veulent, non, au contraire, ils sont là, et d'ailleurs ils ont été présents aux examens, et d'ailleurs ils ont réussi leurs examens. Je crois que c'est ça qu'il faut saluer...

Justement, le bilan des examens aujourd'hui, qu'est-ce que l'on peut dire à ce sujet, Madame la ministre ?

Alors, on a le bilan complet qui a été fait sur la présence aux examens, et là, on ne note pas de décrochage massif, ce qui était vraiment une première question, et une première inquiétude. Donc, globalement, on a un taux de présence aux examens qui est quasiment équivalent à celui de l'an dernier, il est trois points en dessous seulement. Et puis en terme de résultats, les résultats commencent à tomber. Dans l'immense majorité des cas, ils sont comparables à ceux de l'année dernière, ce qui montre que le système a tenu, et une fois de plus, je suis extrêmement fière que ce système ait tenu. C'est plus de 35 millions d'euros pour aider les établissements à s'équiper, pour aider à la formation des professeurs qui ont été mis dans les établissements. Et en terme de résultat, mis à part sur certains endroits particuliers, où on peut observer 5 à 10 % de résultats plus faible, dans la majorité des endroits, les chiffres semblent être des chiffres comparables à ceux des années précédentes. On a par exemple l'ensemble des résultats de la filière Staps (science et techniques des activités sportives et sportives), c'est totalement comparable.

Beaucoup de misère en milieu étudiant, tout simplement parce qu'il n'est pas possible d'avoir des petits boulot en ce moment. Qu'est-ce que vous avez fait, qu'est-ce que vous comptez faire, Madame la ministre ?

Alors, énormément de choses, depuis d'ailleurs le fin du premier confinement, et toujours évidemment en lien avec les associations étudiantes, en lien avec les syndicats étudiants, on a commencé par préparer la rentrée, en gelant absolument tous les prix, les prix des loyers, les prix en inscription, les tickets restaurants universitaires à 1 euro, d'abord pour les boursiers, puis pour tous les étudiants, deux aides exceptionnelles : une au mois de juin pour ceux qui avaient perdu leur stage et leur travail, pour les étudiants ultra[inaudible], une autre aide exceptionnelle au mois de décembre, 22 000 emplois étudiants créés dans les établissements et dans les Crous — parce que l'on sait que la question de l'emploi étudiant est évidemment très importante —, plus de 19 millions d'euros d'aide alimentaire, d'aide informatique, numérique, des achats d'ordinateurs, des prêts d'ordinateurs, des conventions avec un certain nombre d'associations pour avoir de l'accès au haut débit, enfin voilà, une multitudes de choses...

Mais alors d'où vient le sentiment qu'ils se sentent désemparés et isolés ces étudiants, lâchés par le ministère, Madame la ministre ?

Non, mais ça encore, je crois que, ce qui est important c'est qu'on voit bien que tout le monde vit une drôle de vie depuis un an...

Surtout les jeunes...

... et les étudiants, ils sont à un âge de la vie où ils sont en train de se construire. Ils avaient des rêves, des projections sur leurs années universitaires, et le fait qu'ils aient eu une année complète perturbée, difficile, compliquée, et qu'ils n'aient pas lâché, ça montre qu'effectivement c'est difficile pour eux, mais ça montre aussi qu'ils ont cette capacité à tenir, et ça, d'ailleurs, c'est ce que je leur dis en permanence, ce sera important qu'ils le portent comme quelque chose qui n'appartient qu'à eux, qui n'appartient qu'à cette génération-là. C'est très important...

Madame la ministre, est-ce que, pour les enseignants, puisque le télétravail a requis plus de travail, est-ce que vous imaginez un dispositif ?

(Silence) ... Alors, l'enseignement à distance, effectivement, c'est quelque chose qui demande une préparation d'autant plus importante...

Est-ce qu'il va y avoir concrètement des primes pour les enseignants ?

Écoutez, on rehausse pour l'ensemble de la recherche, dès cette année...

Des primes Covid...

Euh... des primes... Il y a eu des primes Covid l'année dernière, pour le moment la question ne s'est pas encore posée pour cette année...

Si je vous la pose...

Mais ce qui me paraît important, alors là, de façon générale, il est important que l'on revoie l'ensemble des rémunérations des chercheurs et des enseignants-chercheurs. C'est ce qui est prévu dans la loi de programmation : six-cent...

Concrètement, qu'est-ce que ça pourrait donner ?

C'est 644 millions d'euros...

Mais par enseignant...

Dès cette année : 1 000 euros, et dans les 5 ans qui viennent, 6 000 euros de plus par an, par enseignant, et évidemment, ça concerne aussi les personnels administratifs et les personnels techniques, parce qu'une université c'est un ensemble.

Merci madame Frédérique Vidal, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Merci d'avoir été avec nous ce matin.